

# TABLE DES MATIÈRES

<b>REMERCIEMENTS</b> .....	9
<b>PRÉFACE</b> .....	11
<b>PRINCIPALES ABRÉVIATIONS</b> .....	15
<b>INTRODUCTION</b> .....	21
§ 1. <i>La responsabilité civile pour faute</i> .....	21
§ 2. <i>La responsabilité civile pour faute appliquée à l'actionnaire</i> .....	27
I. L'acceptation retenue de l'actionnaire .....	27
II. L'irresponsabilité traditionnelle de l'actionnaire .....	30
A. L'inutilité potentielle de l'étude .....	30
B. La protection et l'inertie de l'actionnaire .....	32
III. Le renouveau de la responsabilité de l'actionnaire .....	36
A. La fin du déclin de l'actionnaire .....	36
B. L'émergence des devoirs de l'actionnaire .....	40
C. La place nécessaire de la responsabilité dans la transformation de l'actionnaire .....	47
<b>PARTIE I</b>	
<b>LA CONSTRUCTION DE LA RESPONSABILITÉ POUR FAUTE DE L'ACTIONNAIRE</b>	
<b>TITRE I : UNE CONSTRUCTION AUTORISÉE</b> .....	57
<b>Chapitre 1. Les objections supposées</b> .....	59
Section 1. L'engagement limité de l'actionnaire .....	59
Sous-section 1. Le principe de « responsabilité limitée » de l'actionnaire ....	60
§ 1. <i>Les confusions liées aux différentes perceptions du principe         de « responsabilité limitée » de l'actionnaire</i> .....	60
I. La « perception commune » du principe de responsabilité limitée .....	60
II. La « perception juridique » classique du principe de responsabilité limitée .....	65

§ 2. <i>La levée des confusions liées aux différentes perceptions du principe de « responsabilité limitée » de l'actionnaire</i> .....	67
I. L'origine du principe de « responsabilité limitée » de l'actionnaire ...	67
A. La naissance du principe .....	67
B. La transformation du principe .....	69
II. La signification du principe de « responsabilité limitée » de l'actionnaire .....	72
A. L'énoncé : le risque limité .....	72
B. Les conséquences .....	74
1. Le risque limité et la responsabilité pour faute .....	74
2. Le risque limité et l'irresponsabilité aux dettes sociales .....	75
Sous-section 2. L'irresponsabilité aux dettes sociales et l'interdiction de l'augmentation des engagements de l'actionnaire .....	77
§ 1. <i>La position du problème</i> .....	77
I. Le contenu des règles .....	77
II. L'opposition à la responsabilité pour faute de l'actionnaire .....	79
§ 2. <i>La solution du problème</i> .....	80
I. L'irresponsabilité aux dettes sociales et la responsabilité pour faute de l'actionnaire .....	80
II. L'interdiction de l'augmentation des engagements et la responsabilité pour faute de l'actionnaire .....	82
Section 2. L'application de la responsabilité pour faute de droit commun à l'actionnaire .....	84
Sous-section 1. L'exclusion du droit commun de la responsabilité civile du fait de l'existence de régimes spéciaux .....	84
§ 1. <i>La rigidité des régimes spéciaux de responsabilité de l'actionnaire.</i> .....	85
§ 2. <i>L'éviction générale du droit commun de la responsabilité ?</i> .....	88
Sous-section 2. L'absence d'influence des régimes spéciaux sur l'application générale du droit commun de la responsabilité à l'actionnaire .....	92
<b>Chapitre 2. Les objections avérées</b> .....	99
Section 1. L'écran de la personnalité morale de la société .....	100
Sous-section 1. La justification de l'écran de la personnalité morale de la société .....	102
§ 1. <i>La justification de l'écran par la nature de la personnalité morale.</i> .....	103
I. Le principe initial : la responsabilité pour faute personnelle des membres .....	103
II. Le principe actuel : la responsabilité pour faute personnelle de la personne morale .....	108
A. Le développement du concept de la réalité des personnes morales .....	108

B. La réception jurisprudentielle du concept de la réalité des personnes morales .....	112
1. La réalité technique de la personnalité morale .....	112
2. Les conséquences de la réalité technique sur l'appréhension de la responsabilité civile pour faute des personnes morales..	113
§ 2. <i>La justification de l'écran par le fonctionnement de la personnalité       morale</i> .....	116
I. L'application aux actionnaires des théories classiques de la représentation .....	116
II. Le recours à la théorie de l'organe .....	123
Sous-section 2. Les limites de l'écran de la personnalité morale de la société	127
§ 1. <i>La contestation de l'écran</i> .....	127
I. La remise en cause des postulats théoriques .....	127
A. La justification inefficace de la nature de la personnalité morale	127
B. La justification inefficace de la théorie de l'organe .....	131
1. La généralité de la théorie de l'organe .....	131
2. Le caractère lacunaire de la théorie de l'organe .....	132
II. La remise en cause des postulats pratiques .....	134
§ 2. <i>Le respect des conditions d'imputation</i> .....	138
I. L'exposé des conditions d'imputation .....	138
A. L'utilité du droit pénal .....	140
1. Une comparaison adéquate .....	140
2. Des conditions établies .....	142
B. La précision du droit pénal .....	146
1. L'imputation d'un fait juridique .....	146
2. Les conditions d'imputation d'un fait juridique .....	149
a) <i>Le pouvoir d'exprimer la volonté de la société personne               morale</i> .....	149
b) <i>La recherche du but social par l'intérêt social</i> .....	152
II. Les conséquences des conditions d'imputation .....	155
Section 2. La liberté du droit de vote de l'actionnaire .....	158
Sous-section 1. Le rejet d'une analyse subjective du droit de vote .....	159
§ 1. <i>La conception classique du droit de vote</i> .....	159
I. Un droit subjectif .....	159
II. Un droit « immunisant » .....	162
§ 2. <i>L'irrecevabilité de la conception classique du droit de vote</i> .....	163
Sous-section 2. L'adoption d'une analyse finaliste du droit de vote .....	167
§ 1. <i>La qualification de pouvoir</i> .....	167
I. La notion de pouvoir .....	167
A. Le pouvoir, une prérogative de nature hétéronome .....	168
B. L'existence d'une finalité impérative, conséquence de l'hétéronomie du pouvoir .....	173

II. L'application réaliste de la notion de pouvoir au droit de vote .....	177
A. L'hétéronomie du droit de vote .....	178
B. La finalité impérative du droit de vote .....	185
§ 2. <i>Les conséquences de la qualification de pouvoir</i> .....	187
I. Le contrôle de l'usage du pouvoir .....	188
II. Le contrôle de l'existence du pouvoir .....	192
Conclusion du Titre I .....	195
<b>TITRE II : UNE CONSTRUCTION FONDÉE</b> .....	197
<b>Chapitre 1. Le statut social de l'actionnaire</b> .....	199
Section 1. Le contenu de l'obligation de gestion dans l'intérêt social .....	199
Sous-section 1. Le rejet d'un contenu restrictif de l'intérêt social .....	200
§ 1. <i>L'intérêt commun des actionnaires</i> .....	200
I. La définition de l'intérêt social, intérêt commun des actionnaires .....	200
II. Le rejet textuel de l'intérêt social, intérêt commun des actionnaires .....	202
§ 2. <i>L'intérêt autonome de la personne morale</i> .....	204
I. La définition de l'intérêt social, intérêt autonome de la personne morale .....	205
II. L'insuffisance de l'intérêt social, intérêt autonome de la personne morale .....	206
Sous-section 2. L'adoption d'un contenu élargi de l'intérêt social .....	207
§ 1. <i>L'extension des éléments composants l'intérêt social élargi</i> .....	207
I. La source de l'extension .....	208
A. La définition de la théorie de l'intérêt de l'entreprise .....	208
B. L'intégration de l'intérêt de l'entreprise dans les réflexions réformatrices .....	212
II. La traduction textuelle de l'extension .....	217
A. L'intégration des enjeux sociaux et environnementaux dans l'intérêt social .....	218
B. L'appréhension des enjeux sociaux et environnementaux .....	222
§ 2. <i>L'articulation des éléments composants l'intérêt social élargi</i> .....	224
I. La poursuite de la finalité sociale sans satisfaction des enjeux sociaux et environnementaux .....	225
A. Le principe .....	225
B. L'exception .....	227
II. La poursuite de la finalité sociale en considération des enjeux sociaux et environnementaux .....	231
A. Une norme substantielle de conciliation .....	231
B. Une conciliation substantielle opérée par une exigence générale de vigilance .....	236

Section 2. La portée de l'obligation de gestion dans l'intérêt social .....	242
Sous-section 1. Une obligation applicable à l'actionnaire .....	242
§ 1. <i>L'application dans le cadre d'une décision collective</i> .....	243
I. L'esprit du texte .....	243
II. La lettre du texte .....	245
III. La cohérence du texte .....	253
§ 2. <i>L'application en dehors d'une décision collective</i> .....	254
I. L'application à tout actionnaire d'une obligation négative de respect de l'intérêt social .....	255
II. L'application à tout actionnaire de contrôle-directorial de l'obligation de gestion dans l'intérêt social .....	256
Sous-section 2. Une source de responsabilité de l'actionnaire .....	265
§ 1. <i>Une responsabilité imputable aux actionnaires</i> .....	266
I. Le principe d'une faute imputable à l'actionnaire .....	266
II. La caractérisation de la faute imputable à l'actionnaire .....	268
A. Une caractérisation dépendante de la nature de l'obligation considérée .....	268
B. L'information, spécificité de la caractérisation de la faute imputable à l'actionnaire .....	274
§ 2. <i>Une responsabilité adéquate des actionnaires</i> .....	277
<b>Chapitre 2. Le statut contractuel de l'actionnaire</b> .....	285
Section 1. L'existence du statut contractuel de l'actionnaire .....	285
Sous-section 1. L'appartenance de l'actionnaire au contrat de société .....	285
§ 1. <i>L'existence d'une relation contractuelle entre les seuls actionnaires</i> .....	286
§ 2. <i>L'inexistence d'une relation contractuelle entre les actionnaires       et la société personne morale</i> .....	292
I. L'inexistence au titre du contrat de société .....	292
II. L'inexistence au titre d'un contrat d'apport .....	294
Sous-section 2. L'appartenance de l'actionnaire au contrat particulier de société .....	301
§ 1. <i>La présence d'un intérêt commun</i> .....	301
I. La dissipation des hésitations sur la qualification contractuelle liées à l'intérêt commun .....	302
II. La structuration du statut contractuel de l'actionnaire par l'intérêt commun .....	307
A. La « cause » du contrat de société .....	307
B. Les liens entre la « cause » du contrat de société et le statut contractuel de l'actionnaire .....	310
§ 2. <i>La présence d'un affectio societatis</i> .....	312
I. Les définitions proposées .....	313

II. La définition retenue .....	316
Section 2. La portée du statut contractuel de l'actionnaire .....	318
Sous-section 1. La soumission à la loi du contrat .....	318
§ 1. <i>La soumission en vertu du droit commun des contrats</i> .....	319
I. Le respect de la force obligatoire du contrat .....	319
II. L'exigence de la bonne foi contractuelle .....	321
A. L'application a minima de l'exigence de bonne foi contractuelle de droit commun à l'actionnaire .....	322
B. La dimension de la bonne foi contractuelle de droit commun applicable à l'actionnaire .....	324
1. La nature .....	324
2. L'appréhension .....	328
§ 2. <i>La soumission accentuée par la particularité du contrat de société</i> ....	329
I. Le respect de l'intérêt commun .....	329
II. L'exigence particulière de bonne foi au titre de l'intérêt commun ....	332
Sous-section 2. La soumission à la responsabilité du contrat .....	334
§ 1. <i>La responsabilité contractuelle</i> .....	334
§ 2. <i>La responsabilité délictuelle</i> .....	338
Conclusion du Titre II .....	344
Conclusion de la Partie I .....	346

## PARTIE II

### LE DÉPLOIEMENT DE LA RESPONSABILITÉ POUR FAUTE DE L'ACTIONNAIRE

<b>TITRE I : LE DÉPLOIEMENT EN SITUATIONS GÉNÉRALES</b> .....	351
<b>Chapitre 1. La responsabilité pour faute de l'actionnaire dans l'exercice du droit de vote</b> .....	353
Section 1. La diversification des critères .....	353
Sous-section 1. Dans l'ordre interne .....	354
§ 1. <i>Les hypothèses traditionnelles</i> .....	354
I. L'abus de majorité .....	354
A. Les conditions .....	355
B. Le fondement .....	364
II. L'abus de minorité ou d'égalité .....	369
A. Les conditions .....	370
B. Le fondement .....	378

III. L'abus de majorité négatif .....	382
§ 2. <i>Les hypothèses nouvelles</i> .....	385
I. La révocation fautive .....	385
A. Le principe de la responsabilité de la société en cas de révocation abusive .....	385
B. L'exception de la responsabilité de l'actionnaire en cas de révocation fautive .....	388
1. Les conditions .....	388
2. Le fondement .....	391
II. L'exclusion fautive .....	394
Sous-section 2. Dans l'ordre externe .....	400
§ 1. <i>L'admission</i> .....	400
§ 2. <i>Les conditions</i> .....	403
I. Les certitudes du champ d'application .....	403
II. Les incertitudes des critères de la faute .....	405
Section 2. L'unification des critères .....	411
Sous-section 1. La manière d'unifier la faute .....	411
§ 1. <i>La logique sous-jacente</i> .....	411
§ 2. <i>Une logique unifiée</i> .....	414
I. Exposé .....	414
II. Application .....	415
A. L'application du critère de l'intérêt social .....	416
B. Les conséquences .....	418
Sous-section 2. La manière d'identifier le fautif .....	421
§ 1. <i>La transposition de la jurisprudence</i> Crédit martiniquais .....	422
§ 2. <i>L'application de la jurisprudence</i> Crédit martiniquais .....	426
I. Le domaine d'application .....	426
II. La preuve de l'absence de faute .....	427
III. L'invocation d'une cause étrangère .....	431
<b>Chapitre 2. La responsabilité pour faute de l'actionnaire hors de l'exercice du droit de vote</b> .....	437
Section 1. Une responsabilité admise .....	438
Sous-section 1. La responsabilité pour perturbation de l'harmonie sociétaire .....	438
§ 1. <i>L'appréhension restrictive de la responsabilité dans l'usage des prérogatives sociétaires autres que le droit de vote</i> .....	439
I. Le domaine .....	439
II. L'application .....	441

§ 2. La logique de l'appréhension restrictive de la responsabilité dans l'usage des prérogatives sociétaires autres que le droit de vote .....	447
I. Une logique théorique .....	447
A. La disqualification de la notion pouvoir .....	448
1. La limitation des prérogatives par l'intérêt social .....	448
2. L'absence d'un caractère hétéronome .....	450
B. La qualification de droit subjectif .....	452
II. Une logique pratique .....	455
Sous-section 2. La responsabilité pour manquement aux obligations contractées .....	457
§ 1. La responsabilité liée à l'obligation d'apport .....	457
I. La responsabilité pour inexécution .....	457
A. Le domaine résiduel logique de la responsabilité contractuelle ..	458
B. L'application de la responsabilité contractuelle .....	461
II. La responsabilité pour surévaluation de l'apport en nature .....	465
A. L'appréhension par le droit pénal .....	465
B. L'appréhension par le droit civil .....	466
§ 2. La responsabilité liée à d'autres obligations contractées .....	475
I. La diversité des obligations statutaires potentielles .....	475
II. L'application de la responsabilité civile en cas de manquement .....	477
A. Le principe .....	478
B. La systématisation .....	479
Section 2. Une responsabilité refusée .....	483
Sous-section 1. Le rejet de la responsabilité pour manquement à la loyauté ..	483
§ 1. L'irresponsabilité de l'actionnaire .....	484
I. Une responsabilité admise du dirigeant .....	484
A. Envers les actionnaires .....	484
B. Envers la société .....	486
II. Une responsabilité non transposée à l'actionnaire .....	487
§ 2. La justification de l'irresponsabilité de l'actionnaire .....	489
I. Les raisons invoquées .....	489
A. Les fondements proposés de la responsabilité des dirigeants .....	489
B. Des fondements non transposables à l'actionnaire .....	492
II. Les limites imposées .....	493
Sous-section 2. L'admission d'une responsabilité équivalente .....	495
§ 1. L'incohérence de l'irresponsabilité .....	496
§ 2. La cohérence d'une responsabilité .....	499
I. Verticalement .....	500
II. Horizontalement .....	502
A. La dualité de fondements .....	502
B. Les applications respectives .....	504
Conclusion du Titre I .....	508



<b>TITRE II : LE DÉPLOIEMENT EN SITUATIONS PARTICULIÈRES.....</b>	<b>511</b>
<b>Chapitre 1. La responsabilité pour faute de l'actionnaire dans les sociétés en difficulté.....</b>	<b>513</b>
Section 1. La responsabilité à l'occasion du sauvetage.....	515
Sous-section 1. L'absence originelle de responsabilité.....	516
§ 1. <i>L'irresponsabilité justifiée dans le traitement amiable</i> .....	516
§ 2. <i>L'irresponsabilité injustifiée dans le traitement judiciaire</i> .....	519
Sous-section 2. Le développement d'une responsabilité.....	526
§ 1. <i>La modulation adéquate de la responsabilité dans le financement</i> ...	526
I. Le principe de l'irresponsabilité.....	526
II. L'exception de la responsabilité.....	533
A. La responsabilité pour manquement à une clause statutaire .....	533
1. Le principe de la responsabilité.....	533
2. La particularité de l'action en responsabilité.....	534
B. La responsabilité pour manquement à l'obligation de libération intégrale du capital souscrit .....	539
§ 2. <i>L'affermissement de la responsabilité dans le pouvoir politique</i> .....	543
I. Le développement des contraintes face à l'obstruction de l'actionnaire .....	544
A. Les mécanismes issus du droit français.....	544
1. Le dépassement de l'opposition à la reconstitution des capitaux propres .....	544
2. Le dépassement de l'opposition à la reprise interne .....	550
B. Les mécanismes issus de la directive insolvabilité .....	556
1. Le renforcement de la participation de l'actionnaire à la restructuration.....	556
a) <i>L'instauration des classes de détenteurs de capital</i> .....	557
b) <i>L'assimilation de la participation des actionnaires à une participation en assemblée</i> .....	562
2. Le renforcement de la contrainte exercée sur l'actionnaire pour la restructuration .....	570
a) <i>Les contraintes indirectes</i> .....	570
b) <i>La contrainte directe</i> .....	572
II. La systématisation d'une responsabilité pour faute de l'actionnaire .....	578
A. L'existence d'un devoir général de soutien politique.....	578
1. L'émergence d'un devoir de soutien politique.....	578
2. Le reflet de l'obligation générale d'agir dans l'intérêt social .....	581
B. La mise en place de la responsabilité.....	584
1. Techniquement.....	584
2. Pratiquement.....	587
Section 2. La responsabilité à l'occasion de la liquidation .....	592

Sous-section 1. L'irresponsabilité de l'actionnaire.....	594
§ 1. <i>La spécificité nécessaire de l'action en responsabilité pour insuffisance d'actif</i> .....	594
I. Les conditions spécifiques de l'action .....	594
II. L'opportunité de la spécificité de l'action .....	598
§ 2. <i>L'éviction dommageable de l'actionnaire</i> .....	602
I. La caractérisation complexe de dirigeant de fait de l'actionnaire.....	602
A. La notion de dirigeant de fait .....	602
B. L'application à l'actionnaire .....	604
II. L'imputation inique des faits à l'origine de l'insuffisance d'actif sur le dirigeant .....	608
A. L'exemple de la sous-capitalisation fautive .....	608
1. La qualification originelle de faute de gestion imputable au dirigeant .....	609
2. La qualification organique actuelle : une faute imputable aux actionnaires .....	613
a) <i>Une imputation justifiée</i> .....	613
b) <i>Un traitement différencié contestable des responsabilités</i> ..	624
B. L'exemple de la distribution fautive de dividendes .....	628
1. L'appréhension exclusive de la distribution fautive par le biais des dirigeants .....	629
2. La faute de l'actionnaire dans la distribution de dividendes ...	634
Sous-section 2. La reconnaissance de la responsabilité de l'actionnaire .....	639
§ 1. <i>L'intégration des actionnaires dans la responsabilité pour insuffisance d'actif</i> .....	639
§ 2. <i>Un dispositif limité à la liquidation judiciaire</i> .....	648
<b>Chapitre 2. La responsabilité pour faute de l'actionnaire dans les groupes de sociétés</b> .....	653
Section 1. La systématisation de la responsabilité saisie par la jurisprudence ...	659
Sous-section 1. La responsabilité dans le dépassement de pouvoir de la société-mère.....	659
§ 1. <i>La diversité des régimes de responsabilité existants</i> .....	660
I. Les régimes traditionnels .....	660
II. Le régime innovant de la jurisprudence sociale.....	668
§ 2. <i>L'admission de la responsabilité civile de droit commun pour dépassement de pouvoir</i> .....	673
I. L'occurrence particulière d'un dépassement de pouvoir dans les régimes de responsabilité existants.....	675
II. L'autonomie du caractère fautif du dépassement de pouvoir dans l'application du droit commun de la responsabilité civile.....	678
A. Le principe .....	678
B. L'application .....	681

Sous-section 2. La responsabilité dans l'usage du pouvoir de la société-mère	689
§ 1. <i>L'application d'une responsabilité pour faute fondée sur l'usage du pouvoir</i> .....	690
I. L'émergence d'une responsabilité fondée sur le pouvoir .....	690
II. La systématisation d'une responsabilité fondée sur le pouvoir .....	697
A. Le principe .....	697
B. L'extension .....	701
1. L'accroissement des hypothèses de responsabilité pour faute dans l'exercice du pouvoir de contrôle-directorial .....	701
2. La redistribution des responsabilités entre l'actionnaire de contrôle-directorial et les dirigeants .....	705
§ 2. <i>L'application d'une responsabilité pour faute atténuée par le contexte du groupe</i> .....	712
I. L'apparente atténuation par le recours au fait justificatif de l'intérêt du groupe .....	712
A. L'affirmation en droit pénal .....	713
B. L'extension parcimonieuse en dehors du droit pénal .....	716
II. La réalité d'une atténuation par le seul recours à une approche contextualisée de l'intérêt social .....	723
A. Le rejet d'une atténuation fondée sur le fait justificatif de l'intérêt du groupe .....	724
B. L'adoption d'une atténuation fondée sur une appréciation contextualisée de l'intérêt social .....	729
1. L'énoncé du principe .....	729
2. La vérification .....	731
3. La systématisation .....	737
Section 2. L'abandon de la responsabilité saisie par le législateur .....	742
Sous-section 1. La responsabilité fondée sur un devoir environnemental .....	743
§ 1. <i>Un dispositif limité</i> .....	747
§ 2. <i>Un dispositif inadéquat</i> .....	752
I. L'inadéquation .....	754
A. Le champ d'application .....	754
B. Le régime .....	757
1. La faute .....	757
2. La réparation .....	762
II. Les remèdes .....	765
A. Une responsabilité recherchée sur le fondement de la faute .....	766
B. La mise en œuvre de la réparation des dommages environnementaux .....	770
1. La détermination des préjudices réparables .....	771
2. Les modalités d'exercice de l'action .....	780
3. Le résultat de l'action .....	788
Sous-section 2. La responsabilité fondée sur un devoir de vigilance .....	796

§ 1. <i>Un dispositif complexe limité</i> .....	801
I. Le champ d'application .....	801
II. Les obligations prévues .....	811
A. Les obligations formelles .....	812
1. L'établissement d'un plan au contenu légal déterminé .....	812
2. La mise en œuvre effective du plan .....	818
B. Les obligations substantielles .....	819
1. Les obligations attachées à la construction du plan .....	820
2. Les obligations attachées à l'exécution du plan .....	829
III. Les sanctions .....	832
A. Un mécanisme de contrainte préventif .....	832
B. Le renvoi au droit commun de la responsabilité pour faute .....	839
§ 2. <i>Un dispositif contreproductif</i> .....	843
I. La contreproductivité au regard de l'article 1833 alinéa 2 <sup>nd</sup> du Code civil .....	844
A. L'inclusion de la vigilance dans l'obligation de gestion dans l'intérêt social .....	844
B. La contre-productivité générée par l'inclusion .....	849
II. Les remèdes .....	854
A. L'application généralisée de la responsabilité civile de droit commun au regard de l'article 1833 alinéa 2 <sup>nd</sup> du Code civil .....	854
1. La détermination de la faute .....	854
2. La mise en œuvre du droit commun de la responsabilité civile .....	859
B. Le maintien d'un procédé préventif .....	861
1. L'utilité .....	861
2. Le procédé retenu .....	862
Conclusion du Titre II .....	868
Conclusion de la Partie II .....	870
<b>CONCLUSION GÉNÉRALE</b> .....	873
<b>ANNEXE : TABLEAU DES PRINCIPALES PROPOSITIONS</b> .....	879
<b>BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE</b> .....	881
<b>INDEX ALPHABÉTIQUE</b> .....	901